



la jeune république

organe du socialisme personnaliste

POUR QUE RÉUSSISSE LA POLITIQUE DE LA GAUCHE

Comment vit notre publication ? Par le dévouement des militants qui accomplissent des tâches matérielles, par la générosité des amis qui envoient des cotisations souvent élevées, par les lettres de lecteurs, qui manifestent leur sympathie aux objectifs du socialisme personnaliste. Certains de nos correspondants adhèrent à une autre organisation, plutôt le P.S., ou refusent de s'engager dans un parti, mais ils se reconnaissent dans ce courant de pensée, qu'ils veulent enrichir de leur expérience personnelle.

A la fin de 1968, fut fondé le Groupe de Recherche et d'Etudes pour un Socialisme Personnaliste (G.R.E.S.P.), association présidée par Gérard BRISSE (V° J.R. n° 71_68). Les intenses échanges culturels de l'époque nous avaient incités à créer des structures d'accueil plus larges qu'un parti, mais cette initiative, accueillie avec intérêt, ne reçut pas les prolongements concrets qu'elle promettait.

Le Manifeste de Bierville, publié sept ans plus tard (V° J.R. n° 98_75) constitue pourtant l'un des fruits de ce travail d'équipe.

Dans tout le pays, des groupes de recherche sont prêts à se mettre à l'œuvre selon deux axes principaux :

— Elaborer des propositions, afin de pallier les effets de la crise actuelle, sur le plan économique et social, en France et dans le monde, où les inégalités plus encore que l'hégémonie des deux Grands menacent la paix ; faire connaître ces projets auprès des syndicats, des partis du gouvernement et d'autres formations, afin qu'ils soient discutés et passent dans les faits.

— Approfondir les fondements culturels de notre civilisation pour qu'un grand projet impulse des énergies vers un progrès plus heureux encore que les sophistications toujours plus pointues de l'électronique.

Des groupes de travail peuvent se constituer selon les compétences et les affinités de chacun et nous transmettre le résultat de leurs efforts, dans un but de coordination. En un temps où la "réaction" des partis d'opposition se fait plus agressive, comme les manifestations policières de juin l'ont rappelé, il est urgent que la gauche ne se limite pas à des têtes-à-tête mais conforte et élargisse son assise, pour conserver la majorité. Encore faut-il que le gouvernement ne se borne pas à solliciter des bulletins de vote mais qu'il favorise pratiquement la vie associative, dans sa riche diversité.

Des groupes de recherche pour un socialisme personnaliste vont essaimer, non pas à la manière des clubs des années 60 mais afin de soutenir, par une critique constructive, le plus durable gouvernement de gauche que la France ait connu depuis la Première République.

Il ne s'agit pas seulement de mobiliser des citoyens mais de promouvoir des personnes en développant une vie de relation dans le respect des différences, avec pour objectif des convergences et des réalisations.

Cette entreprise doit ajouter un aspect nouveau à la politique appliquée par le Président Mitterrand et réunir en sa faveur le secteur de l'opinion publique que le socialisme personnaliste motive. A la base elle répond au désir d'hommes et de femmes de créer des cellules d'échanges, où chacun puisse s'exprimer, communiquer, s'identifier, exister enfin.

L'avènement du sujet, à une échelle jamais atteinte, peut constituer l'évènement de cette fin de siècle.

La politique du Président de la République, indépendamment d'un bon fonctionnement des institutions et de l'indispensable civisme des Français ne peut réussir que si elle mobilise un grand élan populaire animé par la ferveur de chaque personne.

Claude-Roland SOUCHET

LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris
Dépôt légal n° 2192

NOTRE COMBAT

**POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.**

**ADHÉREZ
A NOTRE PARTI**

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
salaires de 3 000 F	300 F
4 000 F	400 F
5 000 F	500 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 40 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71



LES VALEURS QUE LA

Le programme de la JEUNE RÉPUBLIQUE a été réactualisé en quinze propositions dans notre édition d'octobre 1982. Les personnes intéressées peuvent donc s'y référer.

Nos objectifs vont toutefois bien au-delà d'un simple programme. « Une mobilisation de notre inventivité, au service d'un très large rassemblement populaire s'impose. Les découvertes technologiques changent le monde à un rythme de plus en plus rapide », observe Claude-Roland Souchet dans la même édition de ce journal. C'est un fait que dans une société déboussolée, aux structures sans cesse remises en question par la révolution (c'est-à-dire la révolution technologique), les certitudes les mieux établies fondent comme neige au soleil, les idéologies les plus coriaces reçoivent les plus cinglants démentis, les religions ravalent leurs dogmes hyperséculaires, qui s'effritent ou s'amollissent.

Le constat : une redoutable démobilisation générale

Qui croire ? Que croire ? Où trouver des points d'ancrage ? La relativisation universelle secrete son contraire, une soif d'absolu qui cherche refuge dans les sectes, dans les cénacles ésotériques. Le risque, prévu par nous, est que cette érosion atomisante ne digère les grands partis politiques, les centrales syndicales, n'aboutisse à une sorte de démobilisation générale du militantisme ou à une marginalisation des vocations. A droite comme à gauche, au centre comme... ailleurs. Il est de mode en ces temps de crise, prélude à de nouvelles renaissances, de brocarder partis et syndicats, il est vrai souvent dépassés par les événements... ou par leurs propres troupes... voire par des structures d'un autre âge. Dans l'attente du messie-qui-remettra-tout-en-place.

Jeu dangereux, en vérité, mais réalité à laquelle la Gauche au pouvoir n'échappe point, de la même manière qu'elle n'épargne pas la droite hier. Privé de ce tampon intermédiaire que sont partis et syndicats, utiles caisses de résonance des aspirations populaires, le pouvoir est beaucoup plus sensible et exposé aux revendications catégorielles et sectorielles et à la montée des surenchères.

Une fois de plus, nous voyons un gouvernement de Gauche assailli, englouti par les groupes de pression. Une fois de plus, nous observons des partis, des syndicats de gauche impuissants à jouer pleinement et efficacement leur rôle de courroie de

transmission, en toute indépendance. Fortement hiérarchisés, englués dans des structures rigides, ils font plutôt figure d'étouffoirs que de révélateurs. Et si par malheur le numéro X... du parti ou du syndicat ose élever le ton, c'est pour être traité publiquement "d'irresponsable" ou de "provocateur".

Rassembler n'est pas ex- clure

Dans une structure confédérale, telle que nous l'avons envisagée depuis un peu plus de vingt ans, chaque composante peut s'exprimer publiquement sans pour autant que ses propos l'exposent à saper les fondations de l'édifice tout entier. La recherche permanente d'un idéal et d'un programme en forme de plus petit commun multiple, par la voie du dialogue et du compromis, reflète au sommet le point de vue général, sur ce qui unit les membres de la confédération, par delà ce qui les divise. Nous sommes persuadés par ailleurs que la méthode employée pour réduire les privilèges, parfois exorbitants, qui introduisent des inégalités flagrantes dans la société française, n'est pas la bonne. En premier lieu, parce que lesdits privilèges, notamment pour ce qui concerne les salaires, ont été souvent conquis de haute lutte par les organisations syndicales elles-mêmes. Il n'est pas du tout normal, par exemple, qu'un employé d'une Caisse d'épargne gagne plus à l'échelon de départ, qu'un chef d'agence à l'ANPE après dix ans de carrière. A qui la faute ? Aux syndicats des Caisses d'épargne qui ont dû, comme on dit, "défendre le bifteck" de leurs adhérents, ou aux organisations représentatives de l'ANPE, plus préoccupées du cheminement promotionnel de certains de leurs adhérents que d'une réforme globale des statuts existants ?

Contourner l'obstacle, c'est déjà le vaincre

Pour vaincre un obstacle, la meilleure stratégie est souvent de le contourner. Rechercher une réelle égalité à la base — dans la consommation, les élections, les relations interpersonnelles, les chances d'accès à la connaissance, etc. — est certainement plus "payant" à long terme que de s'échiner à écarter les intérêts ou avantages acquis, et donc à s'attirer les foudres des revendications catégorielles. D'autres valeurs sont à promouvoir, à la hauteur des exigences de notre temps : valeurs sécurisantes, d'accomplissement, de

JEUNE RÉPUBLIQUE ENTEND PROMOUVOIR

dépassement. Valeurs sécurisantes : la nécessité s'impose de **maîtriser la révolution technologique**, c'est-à-dire une révolution technologique où notre pays a déjà acquis des lettres de noblesse. La révolution supprime actuellement plus d'emplois qu'elle n'en crée. Des millions de personnes se trouvent malgré elles marginalisées, alors qu'elles pourraient avoir leur place dans notre société. Il faut en tenir compte, en **séparant davantage que par le passé les revenus du travail**, promouvoir un véritable **droit à la subsistance pour tous**, orienter la consommation dite "populaire" sur les produits de "grande consommation" sans problèmes, introduire dans le circuit monétaire actuel une **monnaie de consommation** dont la valeur sera calculée sur les stocks réels ou potentiels à court terme.

Un enjeu historique

Nous avons suggéré que la **monnaie électronique**, déjà introduite à titre expérimental dans certaines villes-tests, par des organismes bancaires, puisse servir de support à cette monnaie de consommation de produits et de services, base d'un **revenu social garanti** ainsi mis à la disposition de chacun. Mais le gouvernement actuel ne semble pas avoir mesuré à sa juste proportion l'**enjeu historique** que constitue l'usage à cet effet de la monnaie électronique. **D'ici à quelques mois, il sera trop tard.** Quel gâchis !

Encourager ceux qui créent et qui produisent et investissent

Sur la base du revenu social garanti, bien des réformes qui peuvent apparaître coûteuses ou difficiles à mettre en place en raison de ces fameux intérêts acquis que nous évoquions plus haut, deviennent possibles : temps partagé, retraite à la carte, horaire de travail choisi, formation continue de 5 à 79 ans, etc. Mais ce sera également le moyen de faire sauter bien des carcans, de donner une chance réelle d'insertion et de promotion sociale à ceux qui souhaitent investir, créer, produire, en **allégeant les charges des petites et moyennes entreprises**, en **orientant très différemment notre politique fiscale**, en suscitant l'**émergence d'un authentique pouvoir régional**, etc. Promouvoir des valeurs sécurisantes, c'est également circonscrire un "habeas corpus" pour notre temps, définir une **charte de la personne**

qui visera à garantir la protection de ses droits dans sa vie privée, sur les lieux de son travail, dans l'expression de ses croyances, dans ses rapports avec l'**administration**, etc. Mais qui dit droit dit aussi devoirs. C'est Emmanuel Mounier qui notait : « la personne doit être protégée contre l'abus du pouvoir, de tous les pouvoirs, et tout pouvoir non contrôlé tend à l'abus. Cette protestation exige un **statut public de la personne**, et une limitation constitutionnelle des pouvoirs de l'Etat ; équilibre du pouvoir central par les pouvoirs locaux, organisation du recours des citoyens contre l'Etat ; **habeas corpus** ; limitation des pouvoirs de police ; indépendance du pouvoir judiciaire ». Cette tâche sera dévolue à un **Haut conseil des droits de l'Homme** qui, travaillant en étroite collaboration avec les associations existantes, disposera de sections régionales et locales. Un office de médiation largement accessible à tous, et pas seulement par la voie parlementaire, doit permettre de désengorger nos tribunaux et ouvrir aux citoyens les huis souvent trop clos et les méats sans issue de nos administrations. Promouvoir des valeurs sécurisantes, c'est aussi organiser l'**égalité des citoyens devant le scrutin**, permettre à tous le libre accès du suffrage populaire, assainir nos mœurs politiques par l'élaboration d'un **code déontologique** dont nous avons déjà esquissé les contours. C'est, enfin, **mettre tout en œuvre pour que les forces de paix puissent battre de vitesse les forces de guerre et de violence**. Nous devons nous atteler enfin à mobiliser tout ce qui concourt à promouvoir une authentique **auto-défense populaire** basée sur la **non-violence active**, voire l'anti-violence, et la désobéissance civile. A l'échelle mondiale, nous avons proposé la création d'une **Organisation des peuples unis** (OPU), en mesure d'intervenir là où l'ONU, assemblée d'Etats, s'avère impuissante à le faire.

Une stratégie d'anti-violence active

Sur un plan plus général, la JEUNE RÉPUBLIQUE **désavoue tout recours à la violence**, quelle qu'en soit l'inspiration, même politique, et ses manifestations les plus odieuses que sont le terrorisme aveugle, les prises d'otages, la répression sous le couvert de la raison d'Etat. L'Histoire repleue avec des yeux neufs démontre amplement l'inanité totale de l'usage de la violence, de la guerre. Une sorte de justice

immanente finit par donner raison, à terme, au non-violent, par réhabiliter la victime pour assurer le **triomphe de la vie humaine** sur la mort. Tous les conflits, toutes les tensions, quels qu'ils soient, peuvent être résolus par la voie du dialogue, de la concertation, de la recherche de la vérité, du compromis, qu'il ne faut pas confondre avec l'esprit de compromission. Nous ne sommes certes pas naïfs au point d'imaginer qu'il suffit de souhaiter le **désarmement** pour qu'il puisse être réalisé immédiatement. Ce dont nous sommes persuadés, par contre, c'est que dans ce pays les adeptes de la paix et de la non-violence active sont bien supérieurs en nombre à ceux qui considèrent que la violence et la guerre sont les seuls moyens devant permettre de résoudre les tensions entre peuples et groupes sociaux. Mais tandis que ces derniers, à travers les appareils d'Etats, disposent de moyens considérables, les **artisans de la paix**, isolés, divisés, sont des combattants aux mains nues.

Bâtir la paix après l'avoir proclamée

Il ne s'agit pas de proclamer la paix, il faut l'organiser, la bâtir, aménager des structures permettant de réduire à néant sur leur propre terrain les stratégies de guerre — autrement dit mettre en pratique concrètement les messages de "Pacem in terris" du bon Jean XXIII, puis du Pape Jean-Paul II, qui n'a cessé de dénoncer le pseudo-équilibre de la terreur, le surarmement aux proportions sans cesse croissantes. Dans JEUNE RÉPUBLIQUE d'octobre 1981, Jacques-Paul Richard suggérait la création d'une Maison française de la recherche sur la paix et la guerre. Cette institution, précisait-il, « aurait pour but l'étude et l'élaboration démocratique de tous les moyens de défense alternatifs excluant les moyens de terreur massifs ».

Pour un haut conseil de la paix

Parallèlement, **Jean-Marie Muller**, animateur du MAN (Mouvement pour une alternative non violente), poursuit un objectif similaire en proposant l'ouverture d'un Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits. Et Guy Bonbault,



LES VALEURS QUE LA J.R. ENTEND PROMOUVOIR



dans la revue "Non-violence politique" (20, rue du Dévidet, 45200 Montargis), pose l'alternative en ces termes : « Comment concilier l'impératif du désarmement avec la nécessaire défense des droits de l'Homme et des libertés démocratiques contre un coup d'Etat ou une invasion étrangère ? ». Pour plus de commodité, je nommerais cet organisme nécessaire : **Haut conseil de la paix**, institution officielle, mais non-gouvernementale, section française d'une future **Organisation des peuples unis** (OPU).

A signaler également les efforts entrepris dans le sens d'une **organisation fédéraliste mondiale** par le Centre français d'enregistrement des citoyens du monde (15, rue Victor-Duruy, 75015 Paris) et son Agence mondialiste de presse.

● Les valeurs d'accomplissement

« Il suffit d'observer ce qui se passe dans une cour d'école pour avoir, en réduction, un aperçu de la société tout entière. La paix se prépare dès la prime enfance, par un environnement approprié, par l'éducation : la personne doit apprendre à maîtriser son agressivité, qui n'est que l'une des formes de son énergie, et à acquérir cette sensibilité marquée du sceau de la culture », écrivais-je dans l'hebdomadaire **RÉFORME** du 28 février 1970.

Réinventer la formation continue

Former les hommes et les femmes ; les ouvrir largement au monde où nous vivons, dans toute sa plénitude, sa diversité, sa complexité. La tâche n'est point aisée. Et pourtant, l'émergence de la révolution que nous ouvre à cet égard des horizons renouvelés, ainsi que les perspectives d'un **projet d'action culturelle à la hauteur de la révolution de civilisation actuelle**. Ce que je notais dans **JEUNE RÉPUBLIQUE** de juillet 1972 ("Utopie et réalité"), me paraît, à l'heure du "rapport Legrand", plus que jamais actuel : "L'éducation sera profondément remaniée pour tenir compte à la fois de l'évolution des mœurs et des techniques, mais aussi des disparités régionales que nous entendons maintenir et même développer, sans pour autant porter préjudice à la cohésion nationale. Elle ne sera pas limitée à l'enfance, mais concernera tous les individus du plus jeune âge à leur mort. Elle tiendra une place considéra-

ble dans l'existence quotidienne de chacun. Tout en évitant de dédaigner les grandes conquêtes de l'Humanité dans une perspective historique, l'éducation donnée aux enfants se rapprochera davantage des réalités et tendra à l'éveil d'une prise de conscience civique et responsable, facilitant l'insertion des jeunes dans une société adulte. Pour les jeunes comme pour les adultes, elle accordera la priorité aux séances en mini-groupes (12 à 15 personnes au maximum) aussi proches que possible de l'habitat. Les parents (ou les enfants) y seront étroitement associés. Ce sera la fin d'une certaine école, d'une certaine université de classe, telle que nous la connaissons actuellement, avec tous les cloisonnements qu'elles suscitent et les aliénations qu'elles secrètent. Dans ce type de société, une personne sur dix au moins aura un rôle d'éducateur ou d'animateur. **Le travail à temps partiel sera généralisé**, libérant du même coup les virtualités de création, de recherche, d'éducation, de formation et d'information, en bref, d'épanouissement des personnes. La femme trouvera dans cette structure sociale les moyens réels de sa libération et d'une meilleure intégration familiale et sociale. »

Des valeurs de dépassement

● **Les valeurs de dépassement**, nous aurons l'occasion d'y revenir. Elles concernent en particulier les relations entre foi et politique, l'élaboration, par-delà les tendances à la réification de la "politique politique", d'une **métapolitique globalisante et idéalisante**, la nécessité de dissocier les idéologies dirimantes et desséchantes, des idéaux exaltants, de cerner les contours des relations interpersonnelles à travers les réactions affectives par delà les seules relations socio-économiques, la personne étant reconnue comme telle **selon des critères d'identité** et non de supériorité ou d'infériorité. Cet état d'esprit doit déboucher sur un **communautarisme** bien conçu, qui n'est que l'art de vivre dans une société aussi harmonisée que possible, et répudie l'exaltation des extrêmes. A ce sujet, les plus récents travaux ou écrits d'un Jean-Paul II, d'un Jacques Ellul, d'un Jean-François Kahn, pour ne citer que les plus connus, retiennent toute notre attention et doivent être encouragés.

Le socialisme doit être personnalisme et communautarisme

J'écrivais dans **JEUNE RÉPUBLIQUE** de janvier 1972 : « Si nous rejetons tous les conservatismes, de droite comme de gauche, si nous repoussons les catégories si affligeantes pour l'esprit, si nous refusons tous les réformismes bâtards, qui ne sont que l'une des formes les plus hypocrites du conservatisme, nous sommes également conscients que toute initiative trop drastique de révolution demeurerait incomprise et que si elle trouvait son prolongement dans l'action réussie, elle porterait en germe la plus effroyable dictature, celle d'un nouveau sectarisme, exclusif et totalitaire. Nous sommes donc ce que nous n'avons cessé de vouloir être : des "évolutionnaires". Car notre objectif ultime ne s'apparente à aucune chimère en -isme. Le socialisme, accommodé à toutes les sauces — même les plus piquantes — ne saurait nous faire oublier qu'il n'est qu'une transition, un moyen, un instrument. La fin se confond avec la survie de la personne, son libre épanouissement, son équilibre, en bref, son bonheur, dans une société harmonisée ». La politique au sens noble du terme ne se réduirait qu'à un fade plat de lentilles si elle n'appelait en permanence les citoyens au dépassement des petites querelles partisans et des égoïsmes dominateurs : elle doit être un vibrant appel à la **transfiguration** quotidienne. Le Petit Larousse définit en ces termes le verbe "transfigurer" : "changer, en l'améliorant, l'aspect, la nature de quelque chose".

Vers une société de transfiguration

Changer la société, c'est aussi l'améliorer ; c'est prendre en compte toutes les facettes complexes de l'existence personnelle ; l'individu, ce n'est pas seulement un pion sur un échiquier politique, mais avant tout un être vivant en communauté, donc une personne, appelée à cheminer entre ces deux glissières extrêmes que sont l'individualisme, voire le libéralisme forcené, et le collectivisme simplificateur et réducteur. Un communautarisme bien conçu doit déboucher sur une **société de transfiguration**, qui relève autant d'un état d'esprit que de structures adaptées.

Gérard-Henri Brissé

**BILLET DU
PRÉSIDENT**

POUR COMPLÉTER LE 9^e PLAN

Louis Perrin

dans les projets du 9^e Plan, il y a une insuffisance grave : la filière agro-alimentaire. On semble mettre en arrière-plan, ce que l'on a appelé "le Pétrole Vert".

Et pourtant, l'industrie alimentaire, ou l'agro-industrie est en pleine mutation technologique. Elle invente de nouveaux produits pour renouveler l'intérêt du consommateur et ce n'est pas fini : la transformation des produits agricoles n'en est qu'à ces balbutiements. Le génie alimentaire va de plus en plus s'appliquer à fabriquer des produits qui correspondent mieux aux exigences nutritionnelles et industrielles. Pour les diététiciens, 60 % des produits alimentaires de la fin du siècle sont encore à créer.

De nouvelles habitudes alimentaires vont naître, déjà obligatoirement pour pouvoir nourrir toute l'humanité. Quand on pense qu'il faut 7 calories végétales pour fabriquer une calorie animale, quel gaspillage que toute la viande consommée par les pays riches. On fabrique déjà de la viande végétale à partir du soja, avec tous les arômes voulus.

Le raffinage du grain de maïs, riche en glucides, produit un sucre riche en fructose et dont le pouvoir sucrant est nettement supérieur à celui du glucose et de la saccharose.

Dans l'industrie du lait, il y a énormément de produits alimentaires intermédiaires qui vont naître. La Société Lorraine-Lait et son partenaire la coopérative Saint-Hubert, fabriquent déjà du "butter-oil" avec un taux de 99,8 % de matière grasse, produit susceptible d'être conservé sans la chaîne du froid. Ils l'utilisent pour fabriquer un "corps gras diététique" en y incorporant du soja et demain du colza dans la barquette de "41". L'innovation séduit jusqu'à l'Arabie Saoudite.

Il y aurait de nombreux autres exemples à signaler pour prouver que notre "Pétrole Vert" devrait être la source d'une nouvelle

industrie qui, malgré sa modernisation accélérée, procurerait de nombreux emplois.

Il y a un handicap à son évolution, c'est qu'elle est liée à deux contraintes, les assollements et les saisons des productions agricoles disséminées sur un million de fermes ainsi que les habitudes culinaires des Français, mais il y a une place immense pour l'exportation.

Contre le morcellement, je me suis déjà exprimé dans certains numéros du bulletin J.R.

Je préconise la conversion de la propriété parcellaire en propriété par actions et obligations. De cette propriété convertie, pourront être constituées des fermes de la superficie d'une commune et exploitées rationnellement en agriculture de groupe, en autogestion communale. Les frontières des nouvelles exploitations seront les routes et chemins existants, les ruisseaux, voies ferrées, bois. Elles existeront, avec les terrains de plusieurs communes, suivant les situations, il n'y aura plus de parcelles mais des titres de propriété, convertis suivant la valeur de chaque parcelle.

Avec toutes ces nouvelles structures, pourra s'établir un plan de productions régionales pour approvisionner des industries très modernisées mais à taille humaine, par exemple à la taille de l'arrondissement pour chaque sorte de produits.

De nouvelles formes de stockage et de conservation seront nécessaires pour que ces industries ne soient pas en manque d'approvisionnement.

Le 9^e Plan devra aussi créer la filière-bois, il est impensable que le pays à la surface la plus boisée d'Europe exporte son bois et importe des meubles et qu'il produise moins de bois que l'Allemagne.

La filière "textile naturel et artificiel" devra aussi être organisée sans tarder. Nous avons laissé partir nos industries à l'étranger, il est grand temps de redresser le cap.

**Dans notre
courrier**

HAUT-DE-SEINE

Mme T. écrit : « Je suis touchée que quelqu'un m'ai fait envoyer des numéros de "Jeune République". Je milite à la C.F.D.T. et au P.S. (...); j'ai lu avec intérêt les numéros reçus et les fais circuler autour de moi ».

**LE
SOCIALISME
PERSONNALISTE
C'EST
UN
OPTIMISME
DONC
UNE
LUTTE**

**POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET
DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME**

LA PAIX

NON AUX MISSILES, OUI A LA PAIX

Marcelle Leconte-Souchet

J'ai participé, tant en mon nom personnel que comme membre du Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE, à la marche pour la PAIX, de la Nation à Vincennes, le 19 juin dernier, en fidélité à l'attitude de Marc SANGNIER qui a lutté de toutes ses forces contre la guerre, dans les années 1937-1939. Aujourd'hui, il faut sauver l'humanité de la guerre par missiles.

D'une même voix, nous avons dit **NON A L'HOLOCAUSTE NUCLÉAIRE.**

Il faut, de toute urgence négocier pour un désarmement général et contrôlé.

Il faut entamer le processus de renoncement général contrôlé et simultané.

La Jeune République s'affirme contre toute force de frappe nationale, multinationale ou bipolaire.

LA DÉMOCRATIE EST L'ORGANISATION SOCIALE QUI TEND A PORTER AU MAXIMUM LA CONSCIENCE ET LA RESPONSABILITÉ CIVIQUE DE CHACUN

Marc Sangnier

POUR UNE DÉFENSE NON SUICIDAIRE...

TRIBUNE LIBRE

par Jacques-Paul Richard

en mai 1940, la petite armée danoise ne pesait pas lourd devant les panzers. Elle reçut l'envahisseur comme il convenait : à coups de canons. On sut alors qui était qui. Après deux ou trois jours, l'ennemi était désigné comme tel, le roi, fort de sa légitimité sur mille ans de monarchie, monta son cheval noir et, jour après jour, parcourant les rues de Copenhague, capitale d'un royaume dont un bandit, sans même sonner, avait forcé les grilles, CHRISTIAN X donna le ton de la résistance.

Méditons cet exemple, suite à une année 1982 marquée par une nouvelle poussée dans l'adoption des moyens suicidaires. SKYLAB et le nouveau budget REAGAN, cela veut dire qu'au mépris de tous les traités excluant l'utilisation militaire de l'espace, la terre, champ désormais trop clos, va être ceinturé de systèmes anti-missiles à rayonnement laser notamment. Les Soviétiques ne sont pas en retard. Inconvénient pour les U.S.A. (et pour le monde) : le déficit américain de 200 milliards de dollars. Qu'importe à REAGAN et aux siens ; ils ont résolu d'exterminer l'U.R.S.S. dans cette course.

Les deux suicides

Les Européens sont particulièrement pris entre deux voies suicidaires. La pire : l'escalade aveugle des moyens massifs de destruction. L'autre : le trop pur discours pacifiste et le vide qu'elle crée lorsqu'elle se limite à dire : « tu me déclare : je te déclare la paix ». Y a-t-il une autre voie ? Pas sûr, mais essayons. La voie des techniciens (jamais à court !), ce sont les lasers automatisés terrassant en vol les fusées. Super-Tintin et les colosses de fiction. Les colosses sont toujours stériles. Ces génies barbares écraseront encore un peu plus les pauvres, ne serait-ce que par leur prix, en proclamant qu'ils vont leur apporter l'énergie pour rien, et avec elle, tout.

Troisième voie ?

Au lieu de cette colossale impasse, nous proposons le schéma suivant en cas d'attaque, en ayant bien conscience de ses faiblesses. Bien entendu, ce schéma n'a de sens que si l'adversaire

a la complète certitude de l'exclusion par nous des moyens de destruction massifs.

Premier temps

Une garde nationale nombreuse et démocratique, comprenant des réservistes bien entraînés, dotés de moyens très performants teste l'ennemi où qu'il attaque. Celui-ci démasqué ou bien persévère ou bien s'arrête pour négocier.

Deuxième temps

S'il continue, on prend, sitôt que possible, le parti de préserver la substance des démocraties occidentales. Les armes des nations européennes attaquées sont alors détruites. La légitimité nationale est transférée au large par un gouvernement qui ne laisse sur place que des gestionnaires. Le gouvernement dirige alors la lutte en orchestrant la défense civile non-violente de longue haleine, laquelle aurait fait l'objet d'une préparation systématique. C'est la raison pour laquelle nous demandons dès maintenant que des instituts de la défense civile non-violente soient créés. Ils pourraient avoir un caractère semi-public et être soutenus par l'Etat pour devenir de vraies écoles. Nous reconnaissons la nécessité de phases intermédiaires pendant lesquelles, par exemple, les forces conventionnelles pourraient être massivement dotées de moyens anti-cuirassés, très efficaces (tel Apilas).

Le message, cœur de toute défense

Cette stratégie qui paraîtra encore exorbitante à la plupart, ferait certes des victimes... Mais les autres ? Son efficacité se juge à une autre échelle de temps. Elle mise aussi sur la fausseté de la cohésion politique de l'Est. Voici le principe. Le stratège, qui se sent vraiment assuré, qu'il lui jette la première pierre. Cette stratégie n'est-elle pas du moins conforme au message millénaire de l'Occident : celui de la dignité humaine, véritable et permanente frontière. Ceci se ferait dans la meilleure coordination possible, convenue par avance avec les gouvernements et les peuples voisins.

UNE VOLONTÉ DE DÉFENSE, UN ACTE POSÉ

par Franck Taillandier

dans la cacophonie actuelle des propositions de défense, où se mélangent, parfois sans consistance, les non-violents absolus, les opposés à toute défense, et les écologistes d'opinions souvent hétéroclites, un peu perdu dans la grisaille, une initiative qui a son pesant de valeur vient d'être prise.

En effet, le 11 novembre 1982 au Mans, dix personnes dont deux membres de la J.R. et une femme, ont signé l'engagement suivant conclut au plan national par une vingtaine d'Associations : « Je m'engage en cas de guerre, à faire tout mon possible pour me joindre aux initiatives de Résistance civile non-violente, visant à rendre difficile, voir impossible, l'occupation de mon pays par une armée d'invasion ».

C'est simple, clair et précis ! Peut-être pourrait-on y ajouter : « et l'installation de tout pouvoir politique non issu des urnes ». Ces dix personnes de tous âges, opinions et philosophies, ayant vécu la guerre ou ne l'ayant pas vécu, ne pensent absolument pas se comparer aux martyrs de la Résistance. Ils entendent très précisément poser un acte une volonté !

Une défense efficace ne peut s'exprimer que par tout un peuple rassemblé autour d'une entité nationale propre, et mu par une pensée démocratique. L'acte posé par ce "Collectif des Dix" s'entend bien non pas contre toute défense classique mais en revanche exclut toute utilisation de l'armement atomique. Il veut donc promouvoir un Mouvement, qui à partir d'un nombre important de volontaires, ferait basculer précisément vers une défense faisant de chaque citoyen, un "Civil-Soldat". Cette attitude répond tout à fait à la proposition n° 13 de la J.R. n° 124 d'août-octobre 1982.

Cette position volontaire de ce "Collectif des Dix" a pour mission : 1°) un effet de dissuasion en prévenant d'avance tout Etat ayant des intentions d'invasion, qu'il trouvera à l'intérieur un combattant non-violent en chaque personne (hommes et femmes) et les exemples prouvent qu'on ne muselle pas un peuple entier ; 2°) un avertissement à tous ceux qui, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, gardent un "désir de pouvoir" qu'ils ne peuvent obtenir par les moyens normaux de la démocratie : la liberté de conscience, d'expression, et la liberté des urnes.

Nous savons que notre pays est lancé démocratiquement dans une action de justice humaine et sociale, difficile à promouvoir en raison des oppositions de toute nature dont celle du pouvoir économique n'est pas la moindre.

Nous savons que des forces occultes et publiques, ne nous mettent pas à l'abri de remous et de coups d'état organisés. Nous savons aussi que dans sa grande majorité, notre peuple peut se retrouver dans une volonté d'indépendance et de paix, il attend qu'on lui propose des actes simples et rassembleurs, hors de toutes opinions partisans.

A partir de là, il nous semble qu'il est possible d'engager un processus de dialogue permettant à chacun de mieux saisir les données politiques et sociales auxquelles nous sommes confrontés. C'est par les urnes et la concertation démocratique que se font les grands changements, souvent repris par nos voisins. C'est donc à l'imagination et à l'action que nous sommes provoqués. L'Acte du "Collectif des Dix" se situe bien dans cette ligne. Il peut donc être porteur d'espérance !

LA J.R.
A PRIS POSITION

CHILI

14 juin 1983

COMMUNIQUÉ

Le PARTI de la JEUNE RÉPUBLIQUE, qui a participé, dès 1973, aux côtés des forces démocratiques, à l'action et aux manifestations pour le rétablissement de la liberté et de la démocratie au CHILI, s'associe aux manifestations de la gauche, à Paris, pour la libération des détenus politiques et pour le rétablissement de la démocratie au CHILI.

Pour la Jeune République :
Marcelle Leconte-Souchet
du Comité national d'action

INQUISITION

Notre ami Claude-Henri FRECHES, Docteur ès-lettres, vient de publier, au Centre Culturel Portugais (51, avenue d'Iéna, 75016 Paris) une monographie sur ANTONIO JOSE DA SILVA ET L'INQUISITION.

Avocat, poète, dramaturge, ce contemporain de Voltaire était né à RIO DE JANEIRO, le 8 mai 1705. Il fut brûlé vif à Lisbonne, le 18 octobre 1739.

Il avait déjà abjuré "le péché de judaïsme" par un autodafé (acte de foi) public, lorsqu'il fut accusé d'apostasie, pour avoir jeûné le jour de Kippour et porté du linge propre le samedi. Le Saint-Office reprochait à ce relaps d'avoir observé les rites pratiqués par Jésus ! Il est vrai que l'excommunication entraînait l'élimination d'un "intellectuel" et la confiscation de ses biens au profit du Fisc.

La dénonciation, l'aveu et la torture sévissent aujourd'hui sous d'autres cieux, au nom d'une religion ou d'un parti.

C'est dire l'actualité de ce drame, qui eut lieu sous le pontificat de Clément XII.